

Sommaire

> LE DOSSIER

Une forme de résistance méconnue dans le Tonnerrois : la cellule de parachutage Suzon
pages 2 à 5
par Frédéric Gand

L'événement

Sabotages à Migennes de l'écluse « La belle idée »
pages 6, 7
par Arnaud Fouanon

Concours 2003

page 7 par Jean rolley

le Portrait

André Cagnat « Dédé »
page 8
par Jean rolley

Le 21 avril, et après ?

ÉDITORIAL par Jean Rolley

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, le soir du 21 avril dernier, ont fait l'effet d'un choc. L'existence d'un fort courant populiste, dont les dirigeants n'ont guère caché l'ancrage de leurs idées du côté de l'extrême-droite, n'était pas une nouveauté. Il avait surgi dès le début des années 1980. Mais il devenait une force politique importante, et imposait sa présence pour le second tour.

Ces résultats nous posent, comme citoyens d'abord, comme rédacteurs de ce bulletin ensuite, de nombreuses questions difficiles, dérangeantes.

En voici quelques-unes, en vrac : que pèse aujourd'hui le travail d'histoire fait depuis plusieurs décennies sur la Deuxième Guerre mondiale, les années d'occupation, la Résistance ? Quelle place tient ce travail d'histoire, et ses résultats, dans les représentations des Français concernant l'extrême-droite, la signification de la Résistance et de son héritage ? Quel rôle a la vision de la Résistance dans la façon dont les Français voient le monde, aujourd'hui et demain ? Avons-nous, historiens, échoué ? N'avons-nous pas fait preuve de naïveté, et de suffisance, en nous imaginant capables de guider les jeunes générations sur la bonne voie ? L'Histoire peut-elle donner des leçons ?

Nous sommes souvent mis en demeure par les témoins, les anciens résistants, de faire mieux connaître leurs combats, et à travers eux, le sens de la Résistance, et de ses valeurs. Nous deviendrions ainsi à leurs yeux les pédagogues de la mémoire,

re, nous protégerions par là même les générations à venir des menaces, sans cesse renaissantes, de l'extrême-droite.

Ceci ne peut manquer de nous rappeler une autre « mission » dont la société a chargé les enseignants, et particulièrement les professeurs d'histoire, celle de faire de leurs élèves des citoyens responsables et porteurs de valeurs démocratiques. Les résultats apparaissent décevants. Pourrait-il en être autrement ? Cet enseignement, s'ajoutant aux autres, peut-il convaincre les jeunes de l'importance de ces valeurs démocratiques, dont la société des adultes, très souvent, dans les gestes quotidiens comme dans les décisions importantes, ne cesse de donner le contre-exemple ?

Il nous semble donc que le respect de l'héritage de la Résistance étant l'affaire de tous, les différents acteurs de la société, chacun à sa place, doivent mettre en pratique ces valeurs si souvent rappelées lors des cérémonies de commémoration, d'esprit de sacrifice, d'engagement personnel, d'affirmation de l'intérêt collectif. Le travail des historiens doit être plus que jamais, non pas de dégager des « leçons » – quelles leçons ? L'Histoire ne se répétant pas – mais de chercher à connaître, à comprendre, puis de communiquer le résultat de leurs travaux, et qu'ainsi la société, à travers la connaissance, s'approprie la Résistance et ses valeurs. Chacun pourra ensuite construire sa mémoire, et adapter sa conduite, connaissant le passé, qui fonde le présent. ■

Quelle place tient le travail d'histoire, et ses résultats, dans les représentations des Français concernant l'extrême-droite, la signification de la Résistance et de son héritage ?

À la Libération personne n'ignorait que l'industriel tonnerrois, Henri Camus, et le marquis de Tanlay, Jacques Thévenin avaient chassé pendant la guerre en compagnie d'officiers allemands. Aussi la nouvelle fait-elle sensation quand ces derniers se présentent comme d'authentiques résistants. La résistance locale, qui vient de lancer une enquête contre eux, refuse d'y porter crédit. Une cellule de parachutage a pourtant fonctionné dès 1943 dans la région de Tanlay.

Quelle fut la réalité de cette cellule et quel soupçon de collaboration pèse sur elle ? La réponse mérite nuances et commence par une présentation de la cellule et de son réseau.

UNE FORME DE RÉSISTANCE MÉCONNUE DANS LE TONNERROIS : LA CELLULE DE PARACHUTAGE SUZON

DOSSIER

UNE CELLULE DE PARACHUTAGE AU SERVICE DU RÉSEAU F2

Qu'est-ce-que le réseau F2 ?

Au lendemain de la défaite française de juin 1940, Hitler occupait la France et se préparait à envahir l'Angleterre. La rapidité de l'invasion allemande laissait les Anglais sans agents en France et donc sans réseau de renseignement. Le renseignement était fondamental pour connaître les activités et les projets de l'ennemi. Les réseaux de renseignement se développeront tout au long de la guerre et fonctionneront tous sur le même modèle. Le réseau était une organisation militaire clandestine qui travaillait avec l'état-major de Londres. Il fournissait des renseignements sur l'armée allemande, en sabotait les installations et faisait passer des agents entre la France et l'Angleterre. Il y eut plus de 250 réseaux de renseignement en France pendant la guerre, et, au mois de mai 1944 ils envoyèrent à Londres près de 4 000 rapports.

Mais en juin 1940 aucun réseau de renseignement n'était opérationnel en France et un besoin crucial d'informations se faisait sentir. Les services secrets du gouvernement de Vichy étaient embryonnaires⁽¹⁾ tandis qu'à Londres le MI 6, le service de renseignement de l'Intelligence Service, ne savait rien et ne pouvait pas compter sur les services de la France libre du général de Gaulle⁽²⁾. Le premier ministre britannique Churchill décida alors de constituer le SOE (Special Operation Executive) c'est-à-dire un service qui associerait le renseignement au sabotage. Dès juillet des centres de radio se mirent à « écouter » la France et à établir des bases navales et des aérodromes secrets pour faire passer des agents et du matériel en France.

Au même moment, trois officiers de renseignement polonais emmenés par Roman Czerniawski dit « Armand » trouvaient le contact avec Londres. Ils séjournèrent à Toulouse, au centre de démobilisation de l'armée polonaise, où ils avaient organisé une filière d'évacuation par la frontière espagnole. Ils comprirent vite l'intérêt d'un service de renseignement situé sur les arrières de l'ennemi. Ils bricolèrent un poste de radio et trouvèrent presque par hasard la liaison avec leur état-major.

Ce premier service de renseignement prit le nom d'« Ekpozytura France » et établit sa centrale à Marseille. Peu de temps après, Londres dépêcha à Marseille l'officier polo-

nais Thadée Jékiel dit « Doctor » qui fonda en septembre le réseau Marine. Il en confia rapidement la direction à Léon Slivinski dit « Jean-Bol ». À l'automne 1940 le SOE disposait donc de deux réseaux polonais particulièrement efficaces. Ils se développèrent dans les années qui suivirent en créant des sous-réseaux, eux-mêmes subdivisés en secteurs. Une véritable nébuleuse existait dans toute la France et fournissait de précieux renseignements sur les sous-marins allemands ou sur les usines d'armement. Mais les Allemands ne restèrent pas inactifs

EN JUIN 1940 AUCUN RÉSEAU DE RENSEIGNEMENT N'ÉTAIT OPÉRATIONNEL EN FRANCE ET UN BESOIN CRUCIAL D'INFORMATIONS SE FAISAIT SENTIR.

et liquidèrent pratiquement l'ensemble du premier réseau, l'« Ekpozytura France », dont ils avaient retourné le chef « Armand ». Le réseau Marine récupéra ses derniers agents et forma un réseau élargi qui prit le nom de F2 sous le commandement de « Jean-Bol ». Mais, à la fin de l'année 1942, il était arrêté et emprisonné en Italie. Le réseau F2 était gravement désorganisé et fut mis en sommeil.

Pourquoi implanter une cellule de parachutage dans l'Yonne ?

Au début de l'année 1943 « Lubic-Biz », le nouveau chef de F2, devait redoubler de prudence pour relancer un réseau très efficace. En 1942 c'est un rapport microfilmé de 400 pages qu'il envoyait régulièrement à Londres, qui recevait quotidiennement des centaines de dépêches radio. Mais au début de l'année 1943, la police de Vichy donnait la main au contre-espionnage allemand. Leurs équipes radio-goniométriques repéraient très rapidement les émissions de radio grâce à une antenne fixée sur le toit d'une voiture. En mars 1943 le réseau est réactivé en cloisonnant ses sous-réseaux et en portant une attention particulière à la transmission radio. Il devenait crucial de pouvoir émettre vite, et sur des fréquences toujours différentes, tandis qu'un approvisionnement régulier en émetteurs radio devait alimenter un réseau en perpétuelle restructuration. La technique de l'époque nécessitait l'utilisation d'un matériel performant : des postes émetteurs et des batteries, des lampes car les transistors n'étaient pas inventés, des quartz qui donnaient la fréquence d'émission et enfin des appareils photo de pré-

sion pour microfilmer les rapports. Il fallait fournir près de 3 000 agents.

C'est alors que l'agent parisien Bernard Chaudé dit « Grégoire », qui était responsable du secteur « Bat » spécialisé dans le renseignement aéronautique, eut l'idée d'une implantation dans l'Yonne. Comme il y disposait d'attaches, il put convaincre ses chefs d'implanter à Tanlay une cellule de parachutage. En juillet 1943 il chargea Jacques Thévenin, mieux connu sous le nom de marquis de Tanlay, de la constituer. Celui-ci devint l'agent « Tyl » et composa le noyau

de son équipe à l'aide de deux de ses proches, Fernand Paquet dit « Gorgone », le fermier de son château, et Marcel Drouet dit « Junon ». Cette cellule prit le nom de Cécile-Tanlay car le secteur « Bat » dépendait du sous-réseau Cécile. De juillet à octobre 1943 « Grégoire » et ses trois agents enregistrèrent plusieurs échecs. Mais, à la fin de l'année, ils réussirent deux parachutages sur le terrain de La Volotte situé au dessus de Tanlay. Deux messages étaient passés à la BBC « L'escalier a 33 marches au premier étage » et « Gargantua mange 36 escalopes »⁽³⁾. Les valises parachutées contenaient du matériel radio mais aussi des armes, du chocolat et des cigarettes. Le tout fut ensuite acheminé sur Paris pour être redistribué aux sous-réseaux de F2.

UNE CELLULE DE PARACHUTAGE EFFICACE

Comment la cellule Cécile-Tanlay devient-elle la cellule Suzon ?

Après ces premiers succès le nouveau chef de F2, « Pascal », décida de reprendre à « Grégoire » la direction de la cellule, car il ne pouvait plus la diriger depuis Paris. « Pascal » s'appuya alors sur l'industriel Henri Camus dit « Pagne », un nouvel agent tonnerrois recruté entre-temps par « Grégoire ». Voir Doc. « Pagne » reçut la mission prioritaire de faire évacuer l'ancien chef de F2 « Jean-Bol » qui s'était évadé en septembre 1943 et qui se cachait désormais chez lui à Tonnerre⁽⁴⁾. Au début de février 1944 la BBC annonça « L'orchidée a 21 pétales » : « Pagne », « Jean-Bol », « Gorgone » et « Junon »

réceptionnèrent à La Volotte du matériel radio et un officier de la RAF, Bernard Semmerling dit « Fitton ». Ce spécialiste des opérations d'atterrissage était envoyé par Londres pour épauler « Pagne ». Les deux agents réorganisèrent la cellule qui prit le nom de Suzon : l'équipe de réception était dirigée par « Pagne », tandis que celle de « Tyl » acheminait le matériel.

Le terrain de la Volotte était sans piste d'atterrissage et ne pouvait servir à l'évacuation de « Jean-Bol ». « Pagne » et « Fitton » repèrent alors de nouveaux terrains dans la région de Nitry et les communiquèrent à Londres. Mais l'arrestation en avril 1944 de l'agent « Dominique », un courrier de la centrale, remit tout en cause. Les Allemands étaient renseignés sur l'existence des terrains et « Jean-Bol » devait quitter la région⁽⁵⁾.

Les succès de la cellule Suzon

Malgré le danger, l'équipe réceptionna un important parachutage sur l'ancien terrain de La Volotte. Ce fut l'opération Caryopsis du 30 avril 1944. L'avion largua plusieurs containers de matériel radio, des cigarettes et un petit stock d'armes qui ne furent récupérés que le lendemain. Mais les Allemands en alerte avaient repéré l'avion et n'eurent de cesse de surveiller le terrain. « Pagne » inspecta de nouveaux terrains du côté de l'Avallonnais pour réceptionner des parachutages tout en gardant l'espoir d'évacuer «

Hedwige Camus (Jasmin) est née le 24 octobre 1906 à Paris où elle fait ses études. Après son mariage elle s'installe à Tonnerre où elle est infirmière de la Croix-Rouge. Elle s'y consacre notamment aux blessés du bombardement de Tonnerre du 5 juin 1940. Elle a joué un rôle important dans la cellule Suzon aux côtés de son mari. Elle l'aida à préparer ses opérations, cacha chez elle des agents du réseau et prit même de gros risques en transportant seule des messages et des quartz à Paris.



FRANCOISE 22-V. - Comme convenu, je vous fais remettre dépêche concernant terrain MPU que nous appellerons "DOLLY":

"MICHELIN 65, terrain M.P.U. pour prise de courrier appelé "DOLLY" ; Répéter deux

"entre NITRY, SACY et JOUX-la-VILLE, position I g, 70' 52 g, 96'

"I2,00 700 2 arbres hauteur 5 m.

"I,45 650 à 2,45 -600 arbres hauteur 12 m. sur route

"4,00 500 1 arbre hauteur 4 m.

"5,15 450 1 arbre hauteur 5 m.

"7,00 400 buisson hauteur 3 m. dimensions 30 m.

"8,00 800 ferme avec arbres hauteur 10 m.

"8,00 800 à 9,00 800 haie hauteur 2 m.

"10,00 -800 à 11,00 800 forêt en contrebas hauteur 3 m.

"Chemin communal va de NITRY à la ferme en passant par le milieu du terrain

"La situation du terrain et ses accès offrent sécurité totale pour équipe.

"31 opération PU sur terrain Hélène ne devait avoir lieu prochaine lune, demandons

"opération MPU sur terrain Dolly pendant la même période.

"Lettre de terre A, lettre de l'air B. La phrase BBC à passer le jour de l'opération

"à 13 h,30, 19 h,30 et 21 h,15 sera la suivante: "Paul mange et s'endort", à répéter

"deux fois. -

"Fitton demande par cette opération son courrier personnel. PAGNE & FITTON 22-V

Très amicalement HUBERT

Une dépêche radio de « Pagne » et de « Fitton » adressée à leur interlocuteur SOE à Londres. On y voit comment les paramètres d'un terrain étaient communiqués : localisation générale, coordonnées précises en grades (à l'époque on n'utilisait pas les degrés : 400 grades = 360 degrés) puis indication des obstacles pour l'approche du pilote. Ils sont repérés sur le cadran d'une montre et dans le sens des aiguilles à partir de 12 h 00. Le chiffre suivant est la distance en mètres. On notera les 2 lettres de reconnaissance et la phrase BBC.

Jean-Bol ».

Ce travail de repérage était crucial car chaque terrain avait sa fonction. Il fallait en choisir pour le parachutage de matériel, pour le pick-up (PU) c'est-à-dire l'évacuation d'un agent et enfin pour le mail pick-up (MPU) c'est-à-dire la prise de courrier en vol. « Pagne » relevait les coordonnées géographiques des terrains sur la carte Michelin qui était à l'époque quadrillée en grades. Il en précisait au besoin les obstacles en indiquant leur position horaire sur un cadran de montre et leur distance en mètres depuis le centre du terrain. Il envoyait ensuite son courrier à Londres et affectait à son terrain un nom, un message et deux lettres de reconnaissance. Londres homologuait ensuite le terrain et diffusait à la BBC le message qui passait le plus souvent le jour du parachutage. L'avion arrivait à la nuit, souvent de pleine lune, et attendait qu'on lui diffuse la lettre de reconnaissance. « Pagne » allumait sa lampe-torche et la communiquait en morse à l'avion qui répondait à l'aide de son phare. L'opération pouvait ensuite commencer.

En mai « Jean-Bol » revint à Tonnerre dans l'espoir d'un pick-up sur le terrain « Hélène » de Nitry, mais Londres ne donna jamais le signal. Il quitta définitivement Tonnerre et réussit finalement à s'enfuir par l'Espagne. Dans le même temps « Pagne » reçut la

consigne d'organiser une importante opération de mail pick-up destinée à renvoyer les archives F2 qu'il stockait chez lui. Le 22 mai il communiqua à Londres les coordonnées de « Dolly », un nouveau terrain situé dans le triangle Nitry-Sacy-Joux-la-Ville. Le message de la BBC était « Paul mange et s'endort ». Mais c'est une autre phrase qui fut diffusée sur les ondes : « La violette à N pétales ». Elle annonçait un parachutage sur le terrain Water c'est-à-dire La Volotte surveillé depuis deux mois. « Pagne » en avertit aussitôt Londres mais il était trop tard. L'équipe se retrouva dans la nuit du 5 au 6 juillet à quelque distance des Allemands embusqués dans une cabane de chasse. Par chance l'avion arriva en retard et le matériel fut réceptionné un bon quart d'heure après le départ des Allemands. La réussite de cette opération « King Cup » permit la réception d'un matériel important, qui fut acheminé quelques jours plus tard.

Deux jours après les Allemands investissaient Tanlay et il s'en fallut de peu qu'ils ne découvrent le matériel et les armes encore cachés dans la ferme du château. La cellule tanlaisienne fut ensuite mise en sommeil et les agents « Fitton », « Pagne » et son épouse « Jasmin » gagnèrent Paris.

Ces deux derniers revinrent à vélo de Paris au début du mois d'août pour l'opération de mail pick-up. « Pagne » s'était prudemment éloigné de Tanlay en choisissant le terrain « Lucienne » situé sur la rive gauche de la Cure, à 2 km au sud de Voutenay-sur-Cure où il disposait de la petite équipe de Félix Duval dit « Fifi ». Le message passa à la radio : « La roue du moulin est arrêtée N fois » et « Pagne » dans la nuit du 5 au 6 août réussit une opération décisive. La réception des

FRANÇOISE 6-7-44.- Bien cher Ami, veuillez trouver ci-dessous inventaire détaillé de l'opération "KING CUP" exécutée sur terrain "WATER" dans la nuit du 5 au 6 courant:

1°) RADIO:
 10 pianos type normal
 10 vibrators type normal
 1 génératrice à main
 12 batteries sèches Siemens BS
 12 batteries sèches de 120 volts
 6 dynamotors
 2 transformateurs à prises multiples
 1 boîte matériel isolant (souplesse, chaterton etc...)
 3 Vibrant works wattford
 6 accumulateurs sans acides 6 volts IES A/II
 2 vibrators pour batterie 6 volts
 23 quartz type MOE Bliley
 14 quartz plate
 10 Chicago crystals
 4 quartz BC
 1 quartz Bliley type B5 R
 4 quartz SKL
 10 lampes radio 6L6
 ES - - - VT 74
 IO - - - VT 105
 2 - - - 6 8J 7
 ES - - - 6 K 8
 2 - - - 5 Z 4
 8 - - - 6 80 7

L'inventaire de l'opération « King Cup » avec son lot de matériel radio. On passait les messages en morse depuis un poste, « un piano », qui émettait sur une fréquence donnée par un cristal appelé quartz. Les postes fonctionnaient avec des lampes ancêtres des transistors. L'électricité était fournie par des batteries ou produite par des génératrices marchant à « l'huile de coude ». On obtenait du courant continu qui était transformé en courant alternatif par des vibrators.

2°) PHOTO:
 2 leion en étui cuir
 1 leion sans étui
 4 boîtes film de 35 m/m réf 8 30
 5 boîtes film sans indications
 2 kodak film panatomic X

3°) ALIMENTS & UTILITÉS :

2 grandes boîtes de biscuits secs de 0 1/2 lbs
 3 boîtes de thé de 2 lbs
 48 tablettes de chocolat
 55 tubes de pâte dentifrice
 12 brosses à dents
 144 lames de rasoir
 24 savons à barbe
 46 savonnattes
 50 pains de savon
 38 boîtes de sardines de 125 gr.
 40 petites boîtes de bouillon omecontré
 1 paquet de sucre cristallisé jaune 3 Kgs environ
 48 boîtes de chocolat en poudre
 20 petites boîtes de saccharine
 6 boîtes de conserve rondes de 1 lb environ ?
 8 boîtes de café de 2 lbs
 3 boîtes de confiture de 2 lbs
 36 boîtes de corned beef
 24 paquets pour réparation de chaussures (2 semelles, 2 talons
 4 boîtes de tabac de 1 lb et olous)
 36 boîtes tabac de 50 gr
 650 paquets de gaulois

DIVERS
 2 manteaux de cuir
 10 couteaux de poche
 4 montres (Tissot, Omega, Longines et Zila
 1 boîte comprimés (mortels et autres)

ARMES
 4 Colt avec chargeur de recharge
 3 pistolets cal 6,35
 100 cartouches 6,35
 287 cartouches pour colt

Très amicalement: SUZON

derniers quartz et codes radio permettait au réseau de poursuivre son activité derrière les lignes allemandes tandis que de nombreux rapports microfilmés retournaient à Londres. Puis la cellule Suzon fut définitivement dissoute.

Conclusion : pourquoi la cellule a-t-elle suscité des polémiques ?

A la Libération, des résistants mirent en cause la cellule au prétexte qu'ils auraient dû avoir connaissance des parachutages et récupérer des armes. C'était sans compter sur une activité clandestine réalisée par des agents formés aux techniques du renseignement. Mais le cœur du problème n'est pas là. Les deux responsables de la cellule, Henri Camus et le marquis de Tanlay étaient notamment connus pour leurs parties de chasse

avec les Allemands, et passaient plutôt pour des collaborateurs. L'un et l'autre disposaient du titre de lieutenant de louveterie accordé par la préfecture après visa de la Kommandantur. Ils se devaient d'éliminer le gibier néfaste aux cultures, c'est-à-dire les sangliers. C'est ainsi qu'ils fréquentèrent des officiers allemands qui s'invitaient à leurs chasses. C'était en quelque sorte une couverture qui put détourner l'attention des Allemands quelque temps. Mais après la dissolution de la cellule, la passion de la chasse fut la plus forte. Peut-être en tirèrent-ils aussi quelques avantages ?

Etaient-ils moins résistants ? Les risques qu'ils prirent sont indéniables et prouvent leur patriotisme. La clé de cette contradiction tient peut-être à leur rang social. Henri Camus et le marquis de Tanlay étaient tous

deux officiers et pouvaient fréquenter des officiers allemands sans renier leur esprit de résistance. De plus l'industriel de Tonnerre et le maire de Tanlay, tous deux notables, considéraient sans doute qu'ils n'avaient pas de comptes à rendre. Le climat tendu de la Libération leur fit prudemment quitter la région. Le marquis fut démis de sa charge de maire, et partit organiser les chasses de l'Armée française en Autriche. Henri Camus devint chef de service à la France Combattante avant de reprendre du service en Inde⁽⁶⁾. Une demande d'enquête fut lancée en juin 1945 par la police judiciaire de Paris et fut classée sans suite après quelques auditions passées en août devant un commissaire de police de Dijon. ●

FRÉDÉRIC GAND

Sources : Archives nationales 3 AG 2/58 (171/MI/35). Archives départementales de Côte-d'Or 40 M 504. Archives départementales de l'Yonne 1 W 243. Archives privées de la famille Camus. Témoignages de Mme Liebert, Mme Dyrszka et de M. de la Chauvinière (2001). L'Yonne rRépublicaine 21 juillet 1964. Noguères Henri, Histoire de la Résistance en France, Paris, Robert Laffont, 1981. Dreyfus François-Georges, Histoire de la Résistance, édition de Fallois, Paris, 1995, 653 p. Chaudé Bernard, Les beaux jours de l'occupation, Paris, J.C.Lattès, 1973, 379 p. Le réseau F2, article publié par la Revue historique de l'armée, 1952, 35 p. (1). C'est pourtant au sein de l'état-major de Vichy que seront créés les premiers services secrets clandestins en France au mois de juin 1940. L'Armée considérait que l'Allemagne restait un ennemi et l'Angleterre une alliée. Leur dénomination officielle était la direction des travaux ruraux. (2). Ils le seront à la fin de l'année 1941 sous la forme du BCRA, le Bureau Central de Renseignement et d'Action. Il y eut quelques réseaux en 1940 comme Alibi de G. Charaudeau ou Navarre de Loustaunau-Lacau mais ils furent provisoires. (3). Les messages BBC cités dans l'article sont ceux de la cellule mais servirent à plusieurs parachutages à la fois. Une marge d'incertitude subsiste donc sur le message de certaines opérations dont on n'a pas de traces écrites. (4). « Jean-Bol » était accompagnée de son épouse Wladislava Slivinska dite « Maria » qui resta cachée avec lui à Maison Rouge. Elle se faisait passer pour la cousine polonaise d'Hedwige Camus, l'épouse d'Henri qui, de son côté, était l'agent de liaison « Jasmin ». (5). « Jean-Bol » avait participé à toutes les opérations de l'équipe de réception de « Pagne ». (6). A sa demande il se retrouve adjoint du service aviation de la section de liaison française à Calcutta et est chargé d'une mission spéciale au Tonkin. Il s'agit d'organiser des terrains d'atterrissages sur les hauts plateaux Moï pour les planeurs et avions de l'Armée française. Après un stage d'entraînement il est parachuté en août 1945 à proximité de Dong Trien et est fait prisonnier par le Viet-Minh. Interné à la citadelle de Dong Trien il sera libéré après sept mois de détention.

Sabotages à Migennes de l'écluse « La belle idée »

Durant l'occupation, Migennes est située sur un axe majeur de voies de communications stratégiques qui suit la vallée de l'Armançon, et relie le Bassin parisien à la plaine de la Saône et du Rhône : canal de Bourgogne, voie ferrée PLM, route nationale. C'est une ville de plus de 5000 habitants dont l'activité économique est fondée sur le chemin de fer. Le dépôt ferroviaire de Laroche-Migennes dépend de la région Sud-Est de la SNCF, anciennement compagnie PLM. C'est un important nœud ferroviaire par sa position de première étape obligatoire sur la ligne Paris-Lyon-Marseille, par ses lignes latérales qui, du centre de la France permettent de rejoindre l'Est du pays, et enfin par l'importance de son infrastructure (nombreux cheminots, environ 200 locomotives, 3 rotondes.) Mais si les installations ferroviaires sont l'essentiel, le canal de Bourgogne est lui aussi très précieux pour les Allemands, dans la mesure où il sert au transport des pondéreux (matériaux de construction, céréales.)

Tout ceci explique une forte présence de la Résistance. Deux groupes de résistants agissent à Migennes en 1943, d'une part les résistants du groupe Bayard de Joigny, fondé par Paul Herbin, de l'autre le groupe FTPF de Louis Riglet (un premier groupe, constitué de sympathisants communistes, qui s'était consacré principalement à une activité de propagande, avait été décimé au printemps 1942 par une violente répression). Ces deux groupes ont des relations étroites, même s'ils travaillent séparément.

Le groupe Riglet décide de saboter l'écluse n° 113, située à Migennes au lieu dit « La belle idée », pour empêcher la navigation dans le secteur. Signalons que le groupe Riglet reprend ici le type de sabotage qu'ac-

complissait le maquis Vauban dans son secteur, avant d'être attaqué le 19 octobre 1943 par les Allemands. Fait intéressant, cette écluse va être prise deux fois pour cible par le groupe Riglet à un peu plus de trois mois d'intervalle : en décembre 1943 et en mars 1944.

LE 7 DÉCEMBRE 1943 : SUCCÈS OU DEMI-ÉCHEC ?

Pour réaliser cette opération, les saboteurs doivent prendre en considération le fait que l'écluse est gardée la nuit par deux « requis civils » (de 19h à 6h du matin) et le jour (de 6h à 19h) par un « requis », rendant quasiment impossible toute approche à découvert. De plus, les rives du canal sont désertes sur 4 km. Par conséquent, Louis Riglet et Henri Séguinet mettent au point un système de mine flottante qui va dériver jusqu'aux portes de l'écluse. Cette nuit-là, le groupe Riglet, vraisemblablement trois personnes, s'approche de la berge dans l'obscurité et immerge l'engin. Combien de temps met-il pour atteindre les portes de l'écluse ?

Il est 6h15 lorsque les deux gardes civils (l'un des requis de nuit est resté pour converser avec le requis de jour) entendent une explosion. Ils pensent que la détonation provient du dépôt de Laroche-Migennes situé à proximité du poste de garde. Néanmoins, ils décident d'aller voir l'écluse, mais constatant que la chute d'eau paraît normale ils n'insistent pas. Ce n'est qu'à la pointe du jour, vers 7h30, que les deux hommes et l'éclusière réalisent la réalité des dégâts. Le rapport des Ponts et chaussées du 7 décembre prévoit un arrêt de la navigation de 8 à 10 jours pour réparer ; le rapport de gendarmerie daté du même jour affirme que l'écluse est inutili-

LE GROUPE RIGLET DÉCIDE DE SABOTER L'ÉCLUSE N° 113, SITUÉE À MIGENNES AU LIEU DIT « LA BELLE IDÉE », POUR EMPÊCHER LA NAVIGATION DANS LE SECTEUR.

sable pour un mois environ.

L'enquête menée dans les communes de Migennes et Cheny ne donne aucun résultat. Le commissaire de la Police de sûreté dans son rapport du 10 janvier 1944 écrit :

« Dans ces localités où la quasi-totalité des habitants est composée de cheminots SNCF, l'enquêteur se heurte à une vive hostilité. Personne ne veut aider la police, ce qui, de ce fait, rend notre tâche extrêmement difficile ».

Dans ce même rapport, le commissaire se fait l'écho de la rumeur publique qui souligne que ce sabotage a été commis parce qu'un des « requis civils », G... sujet italien, est un collaborateur notoire.

Si, en plus du sabotage de l'écluse, le groupe de Riglet voulait attirer sur G... des représailles de la part des autorités d'occupation tout en montrant à ces dernières que malgré la présence d'un de leurs sbires il était possible de réaliser ce forfait, c'est manqué ! En effet, G... n'était plus là lorsque l'explosion s'est produite et aucune sanction ne fut prise par les Allemands contre les « requis civils ».

Trois mois plus tard, le groupe Riglet sabote à nouveau l'écluse ...

LE 13 MARS 1944 : LA VOLONTÉ D'UN SUCCÈS ABSOLU OU SIMPLE VENGEANCE ?

Au cours du premier trimestre 1944, la résistance migennaise intensifie la lutte armée. Quelques jours avant ce second sabotage, le groupe Riglet venait d'effectuer deux sabotages ferroviaires occasionnant de nombreux dégâts : le 24 février au « Pont aux vaches » (locomotive couchée, dix à quatorze wagons hors d'usage, pièces d'artillerie et véhicules divers gisant sur le chemin longeant la voie, circulation interrompue pour une période indéterminée...) et le 8 mars au « Pont du tacot », à proximité de Migennes (locomotive, tender ainsi que plus d'une douzaine de wagons se sont

renversés, voitures pulvérisées, bestiaux morts pour la plupart gisant pêle-mêle à travers les débris, nombreux sacs de grain renversés, circulation interrompue dans les deux sens...).

Ce 13 mars 1944, le groupe Riglet frappe une nouvelle fois l'écluse n° 113. Il est 21h10 lorsqu'une première explosion, très forte, suivie d'une deuxième, quelques secondes plus tard, retentissent. La chute d'un corps lourd sur la toiture de sa maison laisse supposer à l'éclusière qu'il s'agit d'un bombardement. C'est en fait le coin de la passerelle qui a rebondi sur le toit !

Les dégâts semblent plus conséquents que lors du sabotage du 7 décembre 1943 : les portes amont ont été retrouvées au milieu et au fond de l'écluse, une partie de la passerelle, soit 40 kg, a été projetée en hauteur. Le rapport des Ponts et chaussées daté du 16 mars prévoit un arrêt de la navigation d'environ 3 semaines. Le lendemain, le commissaire de la Police de sûreté dans son procès-verbal notifie une interruption de la navigation pour une durée indéterminée.

Ce sabotage est-il à mettre en relation avec l'arrestation le jour même des membres du groupe FTP Ferry de Chemilly-sur-Yonne ? Est-ce une façon pour le groupe Riglet de venger l'arrestation de ces résistants qui avaient participé avec lui à des sabotages ?

Toujours est-il que le rapport de gendarmerie du 15 mars 1944 indique que l'écluse n°113 située dans un endroit désert et « qu'il est facile à qui que ce soit d'y accéder et d'y opérer la nuit venue alors que l'éclusière est enfermée à son domicile. La vérification de l'emploi du temps de certains individus douteux n'a donné aucun résultat. »

Le 20 mars, un bidon métallique ayant contenu de l'explosif est découvert dans le remblai du canal de l'écluse.

Ainsi, par deux fois l'écluse n°113 a été la cible du groupe FTP Riglet, et par deux fois elle a été endommagée. La deuxième opération fut plus concluante puisque les saboteurs avaient pu, semble-t-il, s'approcher au plus près de l'écluse pour y placer la charge. Entre le premier et le second sabotage, la résistance migennoise a intensifié son activité de sabotage. D'un autre côté, comme le prouvent les rapports de gendarmerie de l'époque il n'est pas aisé pour les enquêteurs d'obtenir des renseignements dans ce milieu cheminot.

Luis Riglet fut arrêté par la Gestapo dans la

nuit du 31 mars au 1^{er} avril 1944. Cette arrestation mit fin à l'action de son groupe. ■

ARNAUD FOUANON

Sources : Archives départementales de l'Yonne : 1 W 29, 1 W 105 et 1 W 109. Arnaud Fouanon, Les cheminots de Laroche-Migennes de 1938 à 1947, mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, 1997. Bailly Robert, Si la Résistance m'était contée... Clamecy, ANACR-Yonne, 1990, 520p.

Concours 2003

Le sujet du concours national de la Résistance et de la Déportation 2003 est : « Les jeunes dans la Résistance ». C'est un sujet bien vaste, dont nous nous contenterons d'aborder quelques aspects.

Il faut commencer par définir ce qu'on entend par « jeunes ». Nous pouvons retenir ce que recouvrait à l'époque la dénomination de J3. Pour organiser le ravitaillement, et les restrictions, le gouvernement avait classé la population en catégories (E, J, A, V), les J3 étaient les adolescents et les jeunes gens de 13 à 21 ans. Mais, au delà de cette définition, il faut se garder de tout anachronisme, les jeunes travaillent plus tôt que de nos jours. Les événements les ont fait mûrir vite, et enfin un jeune qui a 15 ans lors de l'Exode en a 19 au moment du débarquement en Normandie. Nous retrouvons des engagements précoces : Jean Léger, né en 1925, est arrêté au lycée Jacques Amyot en 1943. Il ne faut pas oublier d'inclure parmi ces jeunes des jeunes filles, même si elles sont moins nombreuses. C'est le cas, par exemple de Jacqueline Herbin, née en 1921, qui participe activement à l'évasion des prisonniers français à Joigny, dans l'été 1940.

Les raisons de l'engagement sont nombreuses. C'est d'abord une réaction germanophobe, provoquée à la fois par la mémoire entretenue de la guerre de 1914-1918, en particulier dans le cadre familial, avec des récits sur les exactions allemandes, et par le traumatisme de l'Exode. Ce dernier a joué un rôle important dans la réaction patriotique, et tout simplement la présence des Allemands, très mal supportée. Un autre facteur décisif a été la mise en place, dès septembre 1942, de la réquisition de la main d'œuvre, puis en février 1943, du Service du travail obligatoire (STO) Les classes 1920-21-22 et 23 sont concernées, et une grande partie des jeunes tombe sous le coup de la réquisition. Ils sont très nombreux à refuser de partir en Allemagne, et à devenir " réfractaires ", à se cacher. Dans l'Yonne, ils sont nombreux, mais il en arrive aussi de la région parisienne, qui trouvent un abri dans les fermes, et dans les bois quelquefois. Seule une partie d'entre eux s'engage, en tout cas avant juin et juillet 1944.

Dans la plupart des cas, même si l'engagement est un choix personnel, celui-ci a été fait dans un cadre plus large. Il peut s'agir de la famille, l'engagement étant réellement familial, comme nous le constatons avec les

familles Herbin, à Joigny, Cagnat, à Lainsecq, Chavanne, à Diges [dans d'autres cas l'engagement se fait sans que les parents soient au courant]. Il peut s'agir du groupe de copains, habitant le même lieu, comme nous le voyons avec Roger Pruneau, de Champigny, avec Yolande Coilly, de Joux-la-Ville, fréquentant le même lycée, comme René Champeaux, Jacques Tissu, et d'autres, fréquentant la même association sportive, la Jeune Garde d'Avallon, ou l'Association de la Jeunesse Auxerroise, enfin comme J.P. Allard et J. Carré, qui ont été scouts.

Quelle place les jeunes tiennent-ils dans la Résistance ? Le plus grand nombre est entré dans les maquis, à partir de leur développement, au printemps 1944, mais surtout dans l'été ; et ce sont les combats de la Libération qui font parmi eux le plus de victimes. Ils sont peu parmi l'encadrement de la Résistance, même s'il y a quelques exceptions, la plus connue dans l'Yonne étant celle de Jean Chapelle [Verneuill], qui joue un rôle important dans le mouvement Libération-Nord, et qui se trouve à la tête d'un rassemblement très nombreux, à l'été 1944. D'autres ont participé à des actions moins spectaculaires, tout en comportant autant de risques, comme le renseignement ; c'est le cas de C. Pot, né en 1922, qui travaille pour le BCRA.

Si les premiers engagements sont souvent le fait d'adultes, les jeunes sont de plus en plus nombreux par la

suite. Il ne faut pas oublier qu'ils se sentent moins tenus que leurs aînés, car ils n'ont pas de charges de famille, moins de responsabilités. Pour un père, ou une mère de famille le pas est sans doute plus difficile à franchir. Mais certains diront plus tard que leurs années de jeunesse ont été sacrifiées. Peu de travaux d'historiens ont été consacrés à ce thème. Un livre a été publié en 1985, Les Jeunes dans la Résistance : 20 ans en 1940, par Marie Granet, avec la collaboration de Claude Lévy, Ginette Gros, Pierre Mermet, aux Editions France-Empire, livre qui à partir de l'expérience des mouvements Défense de la France et Combat, décrit bien les réalités de l'activité de résistance des jeunes. D'autres travaux abordent la question de la jeunesse, mais sur un plan plus général, comme celui de Halls, La jeunesse sous Vichy, trad. française, Perrin, 1991.

Pour l'Yonne, vous pouvez aller au Centre de documentation de l'ARORY, 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne, Auxerre, tél. 03.86.48.23.68, où vous trouverez les travaux déjà réalisés, et de nombreux documents ; vous pouvez également consulter le site de l'association www.arory.com. ■

JEAN ROLLEY

André CAGNAT («Dédé»)

André Cagnat est né le 16 mai 1923, à Lainsecq, en Forterre. Ses parents vivaient à la fois d'une petite exploitation agricole d'une douzaine d'hectares, et d'un café, tenu par la mère d'André. Mais leur activité ne s'arrêtait pas là, Maurice Cagnat, était maire de Lainsecq, et s'occupait de la Caisse d'Épargne, sa femme assurait le secrétariat de mairie. Toutes ces fonctions donnaient à la famille Cagnat une grande connaissance de la commune et de ses habitants, eux-mêmes étant connus de tous. Ceci a une grande importance pour apprécier le rôle, non seulement d'André Cagnat, mais aussi de l'ensemble de la famille, pendant l'occupation.

Maurice Cagnat avait fait la guerre de 1914-1918, avait été blessé deux fois. Le café était le rendez-vous des anciens combattants, qui racontaient, jour après jour, leur guerre – Roland, le jeune frère d'André, nous a dit qu'il s'était promis en 1944, de ne pas faire subir à sa fille les récits de son activité de résistance, ce qui explique son long silence. Au moment de la guerre, le frère aîné d'André, William, né en 1912, a quitté Lainsecq ; il est ingénieur agricole dans une société d'orges de brasserie. Il est mobilisé, fait la campagne de France, et termine la guerre sans avoir été ni blessé, ni fait prisonnier ; il retrouve son activité et sa famille. André et Roland sont, tous les deux, élèves au lycée Jacques Amyot, à Auxerre.



Le choc de 1940

La famille Cagnat part en exode, avec deux voitures à chevaux, mais s'arrête à la Loire, les ponts ayant été détruits. De retour à Lainsecq, l'émotion est grande de voir les Allemands installés, leur drapeau flottant ; émotion d'autant plus grande pour Maurice Cagnat, qu'en tant que maire les Allemands le rendent responsable de tout incident qui pourrait survenir. La mort brutale de Maurice Cagnat, au mois de décembre 1940, est-elle liée à ces événements, douloureusement ressentis ? En tout état de cause, la situation de la famille s'en trouve profondément modifiée. Le conseil de famille décide qu'André arrêtera ses études – il est en classe terminale, après avoir obtenu la première partie du baccalauréat – mais que Roland continuera. André reste donc à Lainsecq.

La Résistance

Si les Cagnat ont partagé avec beaucoup de Français le soulagement de Munich – William avait été mobilisé – le café n'en devient pas moins rapidement un rendez-vous de la Résistance, sans que l'on puisse déterminer une date, même approximative. Il semble qu'André ait été contacté par Jean Carré (« J 3 »), qui avait fait partie des Jeunes Gardes de l'Empire Français, un groupe de jeunes essentiellement du Lycée Jacques Amiot, qui avait caché des armes. Plusieurs membres s'étaient repliés en Puisaye ; ce contact aurait eu lieu au secrétariat de mairie, assuré par André à ce moment. Ce groupe se rattache au mouvement Résistance, l'implantation de celui-ci pouvant être fixée au printemps, ou au début de l'été 1943. Il est certain que l'engagement d'André se situe dans le cadre d'un engagement familial ; le café est connu, la mère d'André ne cache pas ses sympathies, et plus tard Roland s'engagera, lui aussi.

À la disparition de Résistance, le Service National-Maquis s'installe en Puisaye ; André Cagnat (« Dédé »), joue un rôle déterminant dans la création du Maquis 3, à partir de mars-avril 1944, aux Vrines, avec 35 hommes. Il est secondé, dans cette tâche, par Raymond Thomasset. Ce commandement révèle les qualités de chef d'André, que soulignent tous ceux qui l'ont connu. Il recrute des jeunes dans la région, qu'il connaît bien, et le Maquis 3 atteint un effectif de 200 hommes environ, à la fin de juillet 1944. Le Maquis 3 s'illustre dans de nombreux combats, en particulier celui du Bois Blanc, et participe, le 24 août, à la libération d'Auxerre.

Après la Libération

Il continue la guerre au sein du 1^{er} Régiment du Morvan, comme adjoint du chef de bataillon. Il annonce fièrement à sa mère, dans une lettre du 3 septembre 1944, qu'il a été cité à l'ordre du Corps d'Armée. Il participe aux combats dans les Vosges, en Alsace ; il est en Autriche le 8 mai 1945.

Il décide alors de faire carrière dans l'armée, et le 23 juin 1946, il écrit d'Oberwesel à sa mère : « J'ai maintenant ma nomination pour le grade de sous-lieutenant. Je ne passe pas par le grade d'aspirant, comme je le pensais. C'est une aubaine. Enfin, vu mes bons services !!! À part ceux qui sortent de Saint-Cyr, on ne voit pas beaucoup de sous-lieutenants à 22 ans. » Visiblement, André Cagnat, à travers les combats de la Résistance, a trouvé sa voie, le goût de l'action, l'attrait du commandement.

Il se retrouve en Indochine, où il fera trois séjours. On sait peu de choses sur cette période de sa vie, ni sur ce qu'il pense de cette guerre. Il est tué le 24 juin 1954, au cours d'une opération de repli. Son corps est rapatrié, et des obsèques solennelles ont lieu à Lainsecq le 29 avril 1956.

La Résistance d'André Cagnat, une affaire de famille

La forte impression laissée par A. Cagnat, à la tête du Maquis 3, ne doit pas faire oublier le rôle de sa mère, plusieurs fois menacée, sa maison perquisitionnée, la dernière menace se situant le 24 août, jour où elle échappe de très peu à l'exécution ; de la même façon, il ne faut pas oublier Roland Cagnat, qui, à Pâques 1944, quitte le lycée – il vient discrètement passer le bac en juin, et il est reçu – et s'engage dans le BOA, pour lequel il assure la réception des parachutages en Puisaye ; à la Libération, il entreprend des études de médecine, et devient ensuite pédiatre. ■

JEAN ROLLEY

Sources : Archives Nationales, 72 AJ 208. Archives privées de la famille Cagnat aimablement communiquées par M. et Mme Lequertier. Témoignage de Roland Cagnat (2001). Jean Rolley, Le mouvement Résistance en Puisaye, Yonne Mémoire, n° 2 p3 à6.